

La nouvelle trahison spectaculaire de la « gauche radicale » grecque et d'Alexis Tsipras



Le gouvernement d'Alexis Tsipras - Premier ministre grec de « gauche radicale » - a fait adopter par le Parlement hier, dimanche 22 mai 2016, un nouveau train de mesures d'austérité spectaculaires.

Ces mesures, qui vont une nouvelle fois frapper les plus pauvres au bénéfice des plus riches, ont été réclamées par les créanciers internationaux de la Grèce pour débloquer une nouvelle tranche d'aide financière et entamer les négociations sur l'allègement de la dette.

Ces mesures comprennent :

a)- 1,8 milliard € de nouvelles hausses d'impôts sur les plus pauvres.

Cet alourdissement concerne notamment le taux de TVA, qui va être porté à 24 %, d'une série de biens alimentaires de large consommation comme les pâtes, le riz, le café, les boissons non alcoolisées ou le chocolat.

b)- la création d'une « taxe de résidence » à l'hôtellerie, pouvant atteindre 4 € par personne et par jour pour les hôtels cinq étoiles.

Ce nouvel impôt va donc renchérir de 56 € le séjour d'une semaine en chambre double. C'est loin d'être négligeable pour les voyages à forfait en Grèce, destination touristique qui doit faire face à la concurrence de l'hôtellerie en Tunisie, au Maroc, à Chypre, en Turquie, en Égypte, en Croatie, etc.

C'est pourquoi cette taxe sur l'hôtellerie a suscité une vive opposition de la Chambre de commerce de l'hôtellerie qui prédit déjà de nombreuses fermetures d'hôtels et des destructions massives d'emplois dans un secteur clef de l'économie du pays.

c)- la création d'un nouveau fonds de privatisation pour accélérer les cessions d'actifs publics.

Ce fonds, qui répond à une exigence de l'Allemagne, va acquérir la pleine propriété juridique des actifs publics qui devront être vendus.

De la sorte, ses actifs pourront être utilisés en garantie des prêts consentis à la Grèce par ses créanciers institutionnels.

Parmi les quelque 71.500 propriétés publiques regroupées dans ce fonds, on trouve en particulier des grandes installations touristiques et héritées des Jeux Olympiques.

d)- la création d'un « mécanisme de correction » budgétaire automatique.

Ce « mécanisme de correction » réduira automatiquement les dépenses de l'Etat si la Grèce dévie de la trajectoire budgétaire choisie par ses créanciers.

Cela revient, par la même occasion, à réduire à néant le principe même du vote du budget de l'État par les députés grecs, ce qui est pourtant à la base même de ce qu'est une démocratie.

Ce dispositif dictatorial a été surnommé « Koftis », la « pince coupante » en grec. Il s'agit très exactement d'une institutionnalisation - sur la durée - de la mise de la Grèce sous tutelle étrangère.

e)- la « libéralisation » de la vente de prêts bancaires.

C'est un « zakouski » qui fera très plaisir aux banques opérant en Grèce...

f)- la création d'une « Autorité indépendante des revenus publics », pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

Le plus invraisemblable, peut-être, de toutes ces mesures, c'est qu'elles ont été prises par le gouvernement grec alors que les créanciers ont refusé de prendre le moindre engagement ferme sur un allègement de la dette grecque en contrepartie.

Sources : http://www.lemonde.fr/crise-de-l-euro/article/2016/05/22/la-grece-adopte-de-nouvelles-mesures-de-rigueur-pour-assurer-la-suite-de-son-aide-financiere_4924243_1656955.html et <http://www.lesechos.fr/monde/europe/021955070593-grece-le-parlement-approuve-des-nouvelles-mesures-dausterite-2000265.php>

CONCLUSION : Tsipras-Mélenchon même combat !

La preuve est ainsi tristement apportée de la trahison absolue de la « gauche radicale » Syriza vis-à-vis du peuple grec. Car le parti d'Alexis Tsipras s'était fait élire sur un discours exactement identique à celui de Jean-Luc Mélenchon et du Front de Gauche en France.

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Comme Mélenchon, Tsipras critiquait de la façon la plus virulente qui soit la politique d'austérité du gouvernement précédent (cf. la photo présentée ici où on le voit manifester côte à côte avec Mélenchon et Pierre Laurent du PCF pour « envoyer Valls-er l'austérité »)

Comme Mélenchon, Tsipras refusait mordicus d'expliquer aux Grecs les tenants et aboutissants de la prétendue « construction européenne », le rôle décisif joué par les États-Unis, et l'impossibilité de se mettre d'accord à 28.

Comme Mélenchon, Tsipras claironnait son refus de sortir de l'UE et de l'euro et promettait l'avènement d'une « autre Europe ».

Bref, avec Tsipras et Syriza, comme avec Mélenchon et le Front de Gauche, on allait voir ce qu'on allait voir.

Eh bien, on voit !

Si les électeurs français de Mélenchon ne veulent pas se faire trahir dans les mêmes proportions sidérantes que les électeurs grecs de Tsipras, ils feraient bien de se rappeler :

- a) que Mélenchon a appelé à voter Hollande sans aucune condition dès le soir du 1er tour de l'élection présidentielle de 2012.
- b) que Mélenchon a toujours affirmé sa volonté de "construire l'Europe" et son refus d'en sortir.
- c) que, agissant en miroir du FN à l'extrême droite, Mélenchon joue toujours à fond sur le clivage droite-gauche. Ce qui lui assure de ne pas pouvoir rassembler une majorité de Français pour sortir la France de l'impasse euro-atlantiste dans laquelle elle est plongée.

Tout comme les électeurs de Mme Le Pen de l'autre côté de l'échiquier (laquelle avait au passage qualifié Alexis Tsipras "d'homme d'État" lors de son accession au pouvoir), les électeurs de Mélenchon devraient méditer tout cela et en tirer les conséquences qui conviennent pour 2017.

François ASSELINEAU